

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

22 juin 2005

PROPOSITION DE LOI**supprimant les cotisations de sécurité
sociale sur les heures supplémentaires et
réduisant l'imposition des heures
supplémentaires**(déposée par M. Georges Lenssen et
Mme Annemie Turtelboom)**SOMMAIRE**

1. Résumé	3
2. Développements	4
3. Proposition de loi	8

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

22 juni 2005

WETSVOORSTEL**tot afschaffing van de sociale
zekerheidsbijdragen op overuren en
tot vermindering van de inkomstenbelasting
op overuren**(ingediend door de heer Georges Lenssen en
mevrouw Annemie Turtelboom)**INHOUD**

1. Samenvatting	3
2. Toelichting	4
3. Wetsvoorstel	8

<i>cdH</i>	: Centre démocrate Humaniste
<i>CD&V</i>	: Christen-Democratisch en Vlaams
<i>ECOLO</i>	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
<i>FN</i>	: Front National
<i>MR</i>	: Mouvement Réformateur
<i>N-VA</i>	: Nieuw - Vlaamse Alliantie
<i>PS</i>	: Parti socialiste
<i>sp.a - spirit</i>	: Socialistische Partij Anders - Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht.
<i>Vlaams Belang</i>	: Vlaams Belang
<i>VLD</i>	: Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 51 0000/000 : Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif

QRVA : Questions et Réponses écrites

CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)

CRABV : Compte Rendu Analytique (couverture bleue)

CRIV : Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
(PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)

PLEN : Séance plénière

COM : Réunion de commission

MOT : Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 51 0000/000 : Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer

QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden

CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)

CRABV : Beknopt Verslag (blauwe kaft)

CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)
(PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)

PLEN : Plenum

COM : Commissievergadering

MOT : Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : publicaties@deKamer.be

RÉSUMÉ

Afin d'accroître le taux d'activité des travailleurs, les auteurs souhaitent rendre plus intéressante la prestation d'heures supplémentaires, et ce, en ce qui concerne les employeurs, en les dispensant du paiement des cotisations de sécurité sociale sur les heures supplémentaires et, en ce qui concerne les travailleurs, en réduisant l'imposition des heures supplémentaires.

SAMENVATTING

Met het oog op het opkrikken van de activiteitsgraad van werknemers willen de indieners het presteren van overuren interessanter maken. Voor werkgevers doen ze dit door hen op overuren geen sociale zekerheidsbijdragen te laten betalen. Voor werknemers doen ze dit door de inkomstenbelasting op overuren te verminderen.

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le défi de l'augmentation du taux d'activité souligne l'actualité du débat sur l'idée de travailler plus longtemps. Si on peut songer à cet égard à lutter contre les départs anticipés ou à amener un plus grand nombre de personnes non disponibles sur le marché de l'emploi à effectuer un travail rémunéré, on peut tout aussi bien envisager l'accomplissement d'heures supplémentaires.

D'aucuns estiment que l'accomplissement d'heures supplémentaires est incompréhensible dès lors que ces heures de travail pourraient être accomplies par de nombreux chômeurs. Malheureusement, des facteurs non strictement arithmétiques entrent également en ligne de compte. L'accomplissement d'heures supplémentaires peut constituer un moyen adéquat d'augmenter la productivité d'une entreprise et – aussi paradoxal que cela puisse paraître – de créer des emplois supplémentaires. En effet, certaines entreprises doivent refuser des commandes supplémentaires parce que leur organisation ne leur permet pas de faire prestes des heures supplémentaires, ou que le surcoût des heures supplémentaires annihile une grande partie des bénéfices qu'elles pourraient engranger grâce à ces commandes supplémentaires.

Sur le terrain, la situation n'est effectivement pas optimale. Faire prestes des heures supplémentaires coûte cher et est fastidieux. La réglementation relative aux heures supplémentaires est complexe et est assortie de diverses limites, est subordonnée à l'approbation des partenaires sociaux et suppose le paiement de rémunérations spéciales, de même que l'octroi d'un repos compensatoire. Le ministre fédéral en charge de l'emploi a, lui aussi, reconnu qu'une approche différente des heures supplémentaires était envisageable. Le ministre ne s'est pas montré partisan de mesures linéaires. «Les mesures linéaires ne sont généralement pas efficaces. Cela vaut aussi, par exemple, pour l'allongement de la semaine de travail. Pour de nombreuses entreprises, les 40 heures ne sont pas d'application. Une approche différente des heures supplémentaires le serait peut-être. C'est une possibilité que je suis disposé à examiner», a-t-il ainsi déclaré.

C'est en outre un thème qui préoccupe les entrepreneurs. Dans le cadre d'une enquête organisée par SD Worx début septembre 2004, 46% des répondants ont estimé qu'une simplification de l'administration

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Met de uitdaging om de activiteitsgraad op te krikken is ook de discussie over langer werken brandend actueel. Langer werken kan slaan op het tegengaan van vervroegde uittreding of op meer mensen die niet beschikbaar zijn voor de arbeidsmarkt toch over de streep te trekken om betaalde arbeid te verrichten. Maar het kan evengoed gaan over het presteren van overuren.

Voor sommigen is het presteren van overuren onbegrijpelijk vermits er zoveel werklozen zijn die deze arbeidsuren zouden kunnen vervullen. Helaas spelen andere dan louter rekenkundige factoren mee en kan het verrichten van overuren een aangewezen instrument zijn om de productiviteit van een onderneming te verhogen en – hoe paradoxaal het moge klinken – méér werkgelegenheid te creëren. Sommige bedrijven moeten immers bijkomende orders weigeren omdat ze organisatorisch niet de ruimte krijgen om overuren te laten presteren of omdat de meerkost van overuren de winsten die de bijkomende orders kunnen opleveren grotendeels neutraliseren.

Op het terrein is de situatie inderdaad niet optimaal. Het laten presteren van overuren is kostelijk én omslachtig. De reglementering rond overuren is complex en gebonden aan allerhande grenzen, goedkeuring van sociale partners en speciale vergoedingen, annex inhaalrust. Ook de federale minister bevoegd voor werk erkende dat een andere aanpak van overuren bespreekbaar is. De minister toonde zich geen voorstander van lineaire maatregelen. «Lineaire maatregelen zijn meestal niet goed. Dat geldt bijvoorbeeld ook voor de verlenging van de werkweek. Voor veel bedrijven is de 40 uur niet van toepassing. Misschien is een andere aanpak van de overuren dat wel. Daar wil ik over praten.», aldus de minister.

Bovendien leeft het thema bij ondernemers. Uit een enquête die SD Worx begin september 2004 organiseerde antwoordde 46% van de 1.245 respondenten dat een vereenvoudiging van de administratie rond

relative à la durée du travail s'imposait. Pas moins de 63,9% des répondants – soit près de deux sur trois – étaient par ailleurs demandeurs d'un assouplissement de la réglementation relative à la prestation d'heures supplémentaires.

Ceux qui pensent que les heures supplémentaires constituent un problème qui ne concerne que les grandes entreprises se trompent. L'organisation patronale Unizo est explicitement demandeuse d'un régime d'heures supplémentaires plus souple et moins onéreux. Cette revendication est notamment fondée sur une enquête réalisée par l'Unizo auprès des PME, dans laquelle l'organisation a sondé l'importance accordée à une série de mesures destinées à promouvoir la création d'emplois. Cette enquête montre que 26% des PME répondantes considèrent l'assouplissement du régime des heures supplémentaires et la réduction du coût de ces dernières comme un facteur très important; 53% considèrent qu'il s'agit d'un facteur important. Cela signifie que 8 PME répondantes sur 10 considèrent qu'il y a lieu de revoir le système des heures supplémentaires afin de pouvoir créer plus d'emplois. À titre de comparaison: concernant l'opportunité d'instaurer la semaine de travail de quarante heures, à peine 50% des répondants estimaient que cette mesure pouvait être intéressante en vue de la création d'un plus grand nombre d'emplois. L'autre moitié a répondu que cette mesure n'est pas importante.

En matière de prestation d'heures supplémentaires, nous avons déjà déposé précédemment une autre proposition de loi (*Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail en vue d'étendre le crédit d'heures supplémentaires*). Cette proposition de loi prévoit d'assouplir le régime des heures supplémentaires, de porter le crédit d'heures supplémentaires à 175 heures par an et de donner aux travailleurs qui prestent des heures supplémentaires davantage de possibilités de choisir de les compenser sous forme de congé, de rémunération ou d'une combinaison des deux.

La présente proposition de loi vise à agir sur le coût des heures supplémentaires pour les employeurs, plus particulièrement sur les cotisations de sécurité sociale, et pour les travailleurs, plus particulièrement par le biais de la fiscalité.

Les heures supplémentaires coûtent cher aux employeurs, mais les travailleurs ne les affectionnent pas trop non plus, du moins s'ils doivent les prester dans les règles. La volonté d'accomplir des heures supplémentaires est assurément présente chez de nombreux

arbeidsduur noodzakelijk is. Liefst 63,9% van de respondenten – bijna twee op drie dus – was vragende partij voor een versoepeling van de regeling om overuren te laten presteren.

Wie dacht dat overuren enkel een probleem is van grote bedrijven, vergist zich. De werkgeversorganisatie Unizo is expliciet vragende partij voor soepelere en goedkopere overuren. Deze eis is onder meer gebaseerd op een enquête van Unizo bij KMO's waarin werd gepeild naar het belang van een aantal maatregelen om meer jobs te scheppen. 26% van de respondenten achtte flexibeler en goedkopere overuren zeer belangrijk; 53% vond dat belangrijk. Dat betekent dat ongeveer 8 op de 10 respondenten oordelen dat er aan het systeem van overuren best kan worden gesleuteld om meer jobs te kunnen scheppen. Ter vergelijking: op de vraag naar de wenselijkheid voor de invoering van de veertigurige werkweek oordeelde amper 50% van de respondenten dat dergelijke maatregel belangrijk kon zijn met het oog op het scheppen van meer jobs. De andere helft oordeelde dat deze maatregel niet belangrijk is.

Wat het laten presteren van overuren betreft werd door ons reeds een ander wetsvoorstel ingediend (*Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971 met het oog op de uitbreiding van het overurenkrediet*⁽¹⁾). Dat voorziet in een versoepeling van het laten presteren van overuren, een uitbreiding van het overurenkrediet tot 175 uur per jaar en meer keuzemogelijkheden voor de werknemers die overuren presteren om die te recupereren via verlof, uitbetaling of een combinatie van beide.

In dit wetsvoorstel hebben we de bedoeling om in te grijpen op de kostprijs van overuren voor werkgevers, meer bepaald op de sociale zekerheidsbijdragen én voor werknemers, meer bepaald via de fiscaliteit.

Overuren zijn niet alleen voor werkgevers een dure zaak. Ook werknemers zijn niet erg tuk op het presteren van overuren, ten minste als dat moet gebeuren volgens het boekje. De wil om overuren te presteren is bij heel wat werknemers zeker aanwezig. Iedereen heeft

⁽¹⁾ Parl. St. Kamer DOC 51 1162/001.

travailleurs. Chacun a en effet une raison de se constituer un revenu d'appoint ou de pouvoir prendre congé à certains moments: pour la famille, pour la maison, pour les vacances ou de petits extras, etc... Le problème toutefois, c'est que la prestation d'heures supplémentaires n'est pas suffisamment rentable. Pour remédier à ce problème, la proposition de loi précitée prévoit une possibilité de rémunération souple des heures supplémentaires, par le paiement des heures supplémentaires, la récupération de ces heures en congé, ou une combinaison des deux.

Reste le problème des travailleurs qui souhaitent convertir leurs heures supplémentaires en espèces sonnantes et trébuchantes. Dans la réglementation actuelle, leurs revenus d'appoint sont à ce point écrimés par le fisc que le revenu net que les travailleurs tirent en définitive de la prestation d'heures supplémentaires n'est pas proportionnel aux efforts qu'ils ont dû fournir. Les revenus des heures supplémentaires sont en effet simplement additionnés aux revenus imposables. Nous n'entendons pas toucher à ce principe, mais il nous semblerait logique d'introduire une technique qui permettrait aux travailleurs ayant presté des heures supplémentaires de conserver un montant plus important après le passage du fisc.

Par analogie avec le système existant de réduction d'impôt pour les revenus de remplacement (allocations de chômage, indemnités de maladie et d'invalidité, pensions et prépensions), nous proposons d'accorder désormais une réduction d'impôt aux travailleurs qui prestent des heures supplémentaires et qui choisissent de les convertir en espèces. Concrètement, nous insérons dans le chapitre III du Code des impôts sur les revenus une nouvelle sous-section *3bis* qui accorde une réduction d'impôt pour les revenus d'heures supplémentaires.

Le Roi déterminera concrètement l'importance et les modalités de calcul de cette réduction. Il convient en effet de tenir compte des marges budgétaires et de l'avis des partenaires sociaux en la matière. L'objectif est en tous cas de parvenir à un système dans lequel le travailleur paie en moyenne 33% d'impôts sur les revenus d'heures supplémentaires. C'est une grande différence par rapport au système actuel, dans lequel le travailleur tire un revenu net bien inférieur de ses heures supplémentaires. La présente proposition offre par ailleurs l'avantage de mieux rémunérer les heures supplémentaires pour les ménages à revenus modestes, ce qui confère à la nouvelle réglementation une dimension sociale.

immers een reden om een centje bij te verdienen of om op bepaalde ogenblikken verlof te kunnen opnemen: voor het gezin, voor het huis, voor vakanties of extra's... Probleem is echter dat het presteren van overuren onvoldoende lonend is. Om aan dat probleem te verhelpen voorzien we in bovengenoemd wetsvoorstel in een soepele vergoedingsmogelijkheid van overuren via uitbetaling van overuren, het opnemen van overuren in verlof, of een combinatie van beiden.

Blijft het probleem voor werknemers die hun overuren in klinkende munt willen omzetten. In de huidige regeling worden hun bijverdiensten fiscaal dermate afgeroomd dat het nettobedrag dat werknemers aan het presteren van overuren overhouden niet in verhouding staat tot de inspanning die ze ervoor moeten verrichten. Inkomsten uit overuren worden immers gewoon bij het belastbare inkomen gevoegd. Aan dat principe wensen we niet te raken. Wél lijkt het ons logisch een techniek te introduceren waardoor werknemers die overuren presteren netto meer kunnen overhouden nadat de fiscus is langs geweest.

Analoog met het bestaande systeem van belastingvermindering toegekend aan vervangingsinkomens (werkloosheidsuitkering, ziekte- en invaliditeitsuitkeringen, pensioenen en brugpensioenen), willen we voortaan een belastingvermindering toekennen aan werknemers die overuren presteren en die ervoor opteren deze te verzilveren in geld. Concreet schrijven we daarom in hoofdstuk III van het Wetboek van Inkomstenbelastingen een nieuwe onderafdeling *3bis* in die een belastingvermindering toekent voor de inkomsten uit overuren.

Hoe groot deze vermindering concreet moet zijn en op welke manier deze zal worden berekend, laten we over aan de Koning. Er moet immers rekening worden gehouden met de budgettaire marges en het advies van de sociale partners terzake. Het is alvast ons streefdoel te komen tot een regeling waarbij de werknemer gemiddeld 33% belastingen betaalt op inkomsten uit overuren. Dat is een groot verschil met de huidige regeling waarin de werknemer netto heel wat minder overhoudt aan de vergoeding voor overuren. Ons voorstel heeft bovendien het voordeel dat lagere gezinsinkomens relatief meer zullen overhouden aan het presteren van overuren. Op die manier krijgt de nieuwe regeling een sociale dimensie.

Cependant, l'employeur doit également faire face à un important surcoût lorsqu'il fait prestre des heures supplémentaires. Il s'acquitte non seulement d'un sursalaire de 50% ou 100%, mais aussi de cotisations de sécurité sociale de 150% ou 200%.

C'est sur ce dernier point que l'on peut agir. Si le principe selon lequel le temps de travail accompli entraîne le paiement de cotisations de sécurité sociale n'est pas remis en cause, on peut émettre des objections contre le fait que les heures supplémentaires pour lesquelles un sursalaire doit, par définition, être payé aux travailleurs, doivent être considérées, pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, comme une rémunération ordinaire majorée d'un supplément. En effet, il paraît suffisant de considérer ces heures supplémentaires, en ce qui concerne le calcul des cotisations de sécurité sociale, comme des heures de travail ordinaires, et de ne prendre dès lors en considération, comme base de calcul, que la rémunération ordinaire du travailleur.

Dès lors que l'employeur doit déjà faire face au sursalaire pour heures supplémentaires, qui est accordé à juste titre aux travailleurs disposés à travailler plus longtemps, il n'est pas souhaitable qu'il soit pénalisé une seconde fois, sur le plan financier, pour avoir fait effectuer ces heures de travail. Il est dès lors proposé de ne plus prendre ce sursalaire en considération pour le calcul des cotisations sociales. La combinaison de la présente proposition avec notre autre proposition de loi précitée fera que tant les travailleurs que les employeurs auront intérêt à déclarer les heures supplémentaires. Ces propositions empêcheraient en outre le recours effréné aux heures supplémentaires. Il faut toutefois prévoir, en vue d'une organisation efficace du travail, la possibilité de faire effectuer des heures supplémentaires à un prix abordable.

Maar ook voor de werkgevers betekent het laten presteren van overuren een gevoelige meerkost. Niet alleen betaalt de werkgever een overurentoeslag van 50% of 100%, maar daarbovenop betaalt hij ook de sociale zekerheidsbijdragen *a rato* van 150% of 200%.

Het is op dit laatste punt dat kan worden ingegrepen. Dat er voor een gepresteerd arbeidsuur sociale zekerheidsbijdragen zouden worden betaald, wordt niet in vraag gesteld. Wel kunnen er kanttekeningen worden geplaatst bij het feit dat overuren, waarvoor per definitie een toeslag moet worden betaald aan de werknemers, voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen moeten worden beschouwd als het gewone loon vermeerderd met de toeslag. Het lijkt voldoende om die overuren wat de berekening van sociale zekerheidsbijdragen betreft als gewone arbeidsuren te beschouwen en dus enkel het gewone loon van de werknemer als berekeningsbasis te nemen.

Omdat de werkgever al geconfronteerd wordt met de overurentoeslag, die terecht wordt toegekend aan werknemers die bereid zijn om langer te werken, is het niet wenselijk dat de werkgever nog een tweede maal financieel gepenaliseerd wordt voor het laten presteren van overuren. Daarom wordt voorgesteld om de toeslag niet langer in aanmerking te nemen voor de berekening van de sociale bijdragen. In samenlezing met ons ander bovengenoemd wetsvoorstel winnen zowel werknemer als werkgever erbij om overuren te laten presteren «in het wit» en blijft de deur tegelijk gesloten om ongebreideld overuren te laten presteren. Alleen is het voor een efficiënte arbeidsorganisatie noodzakelijk om de mogelijkheid van het laten presteren van overuren op een betaalbare manier open te laten.

Georges LENNSEN (VLD)
Annemie TURTELBOOM (VLD)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans le titre II, chapitre III, section I, du Code des impôts sur les revenus 1992, il est inséré une sous-section *3bis*, libellée comme suit:

«Sous-section *3bis*. Réduction pour revenus d'heures supplémentaires

Art. 154*bis*. — Des réductions sont accordées sur l'impôt afférent aux revenus d'heures supplémentaires. Le Roi détermine la réduction par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.».

Art. 3

L'article 38*bis* de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, abrogé par la loi du 26 juin 1992, est rétabli dans la rédaction suivante:

«Art. 38*bis*. — Pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les heures supplémentaires prestées dans le cadre de l'article 25 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, c'est la rémunération ordinaire sans le sursalaire pour travail supplémentaire qui est prise en considération.».

2 mars 2005

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In titel II, hoofdstuk III, afdeling I, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 wordt een onderafdeling *3bis* ingevoegd, luidende:

«Onderafdeling *3bis*. Vermindering voor inkomsten uit overuren

Art. 154*bis*. — Op de belasting met betrekking tot inkomsten uit overuren worden verminderingen verleend. De Koning bepaalt de vermindering bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.».

Art. 3

Artikel 38*bis* van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, opgeheven bij de wet van 26 juni 1992, wordt hersteld in de volgende lezing:

«Art. 38*bis*. — Voor de berekening van de sociale zekerheidsbijdragen die verschuldigd zijn voor arbeidsuren gepresteerd in het kader van artikel 25 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 wordt het gewone loon zonder de toeslag voor overwerk in aanmerking genomen.».

2 maart 2005

Georges LENSSEN (VLD)
Annemie TURTELBOOM (VLD)